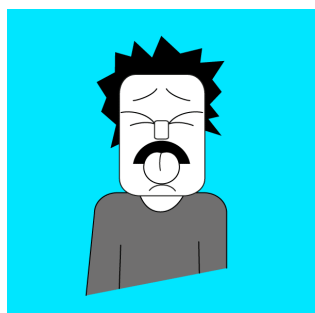




NON à un futur au rabais !

Depuis des semaines, voire des mois, l'information et les productions internes sont en stand-by dans le réseau. La léthargie de la direction participe à aider le gouvernement dans son projet de destruction de l'audiovisuel public et commence à gagner les salarié-es.

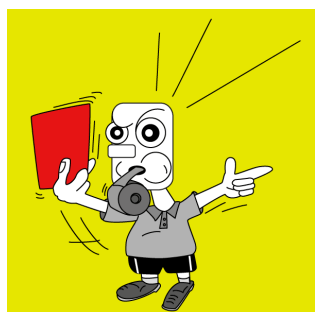
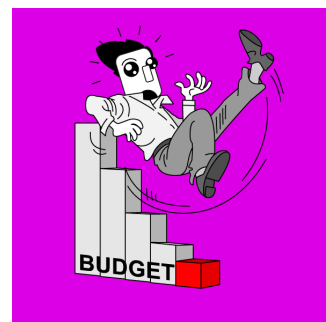


Seules avancées, nocives, décidées par la direction, l'automatisation des régies, la fermeture des cars, le démantèlement des équipes légères, les journaux communs, l'externalisation du maquillage, le mariage forcé avec France Bleu... une liste longue comme le bras.

En 2025, France Télévisions s'est donné un objectif : supprimer 180 ETP, dont 54 dans le réseau France 3. Autant d'ETP qui avaient pourtant été si généreusement octroyés pour le déploiement de Tempo en 2024.

Les directions de France Télévisions et de France 3 nous assomment de chiffres, de millions de déficit, de mesures d'économies. Mais sachez, messieurs-dames des directions, que sur le terrain, dans les stations, vos chiffres nous laissent déconfits. Nos métiers consistent à faire un reportage, éclairer un plateau, rechercher une archive, faire les contrats CDD ou réparer des équipements défectueux, et cela demande des moyens humains et matériels dont vous nous privez sans état d'âme.

Vos objectifs ne sont pas les nôtres. Vous ne voulez pas faire de la télé, vous voulez la déplumer, la casser. Vous maltraitez les salarié-es qui doivent travailler avec des bouts de ficelle, en courant du matin au soir, en y laissant leur santé pour certain-es.



Vous ne pensez pas non plus aux téléspectateurs-rices, à leurs fortes attentes de l'audiovisuel public sur l'ensemble du territoire, comme le prouvent les nombreuses signatures recensées sur la pétition intitulée « [oui au pluralisme et à l'indépendance des médias audiovisuels publics, non à leur fusion !](#) » et [la tribune](#) signée par de nombreux élu-es locaux et nationaux.